

# BURUNDI

## pas à pas

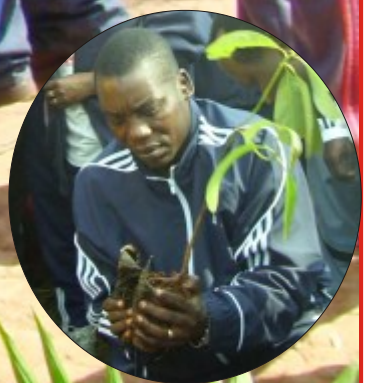


MENSUEL

N°011 du 1er Mai 2008

*Bulletin d'information des Institutions*

## Le Chef de l'Etat prêche par l'exemple



**Le Président de la République, SE Monsieur Pierre Nkurunziza, procédant à la plantation des palmiers à huile dans la plaine de Moso en Province Ruyigi**

# “Pas à Pas”, de Nouveau en ligne

**A**près bien des mois d'absence, **Pas à Pas, le Magazine des Institutions** est de nouveau en ligne. Nous sommes heureux de partager ces retrouvailles avec nos lecteurs et les amis du Burundi qui n'ont cessé de nous encourager à accorder une publicité adéquate aux activités menées sur terrain par Son Excellence Monsieur le Président de la République et ses deux Vice-Présidents. Comme vous êtes sans l'ignorer, depuis l'arrivée au pouvoir du Président Pierre Nkurunziza, la priorité a été accordée aux travaux d'intérêt général et au soulagement des souffrances des déshérités du Burundi.

Pas à Pas paraît à un moment où le peuple est préoccupé par la reprise des hostilités par le mouvement Palipehutu. Il y a des deuils dans l'armée burundaise et dans les familles innocentes. Nous encourageons les familles éprouvées à garder espoir et souhaitons que cette guerre cesse d'hypothéquer la paix à laquelle toute une nation aspire et appelle de ses vœux.

A travers le pays, les écoles sont construites soit par la population elle-même, soit par les projets de coopération bi ou multilatérale. A travers le pays, les marchés modernes font le bonheur des commerçants et de paysans. La campagne de plantation des arbres fruitiers et le programme

d'extension des palmiers à huile expliquent la photo mise à la une.

Dans l'ensemble, ce numéro met l'accent sur les images agréables d'un Burundi en chantier. Toujours est-il que les visites des personnalités qui cherchent à appuyer les efforts du gouvernement n'ont pas été oubliées. D'où ces pages consacrées aux audiences accordées par le Président de la République ou le Deuxième Vice-Président.

Parler d'audiences accordées nous oblige également à préciser que même les hautes personnalités de la République prennent leur bâton de pèlerin pour entretenir leurs homologues de par le monde, des efforts de reconstruction et de pacification du pays et des esprits. On s'arrête un peu sur le séjour du Président de la République en Irlande du Nord.

Nous regrettons au demeurant de n'avoir pas pu obtenir à temps la partie du dossier consacrée à la Première Vice-Présidence. Nous vous promettons, aimables lecteurs, que le prochain numéro pourra vous convaincre de notre détermination à prendre le taureau de la communication par les cornes!

**Daniel Kabuto**



Photos N. Rénovat



**Les réalisations du projet du gouvernement APRS en Commune Giheta, province Gitega**

## Le Président Nkurunziza invite la population à remettre « volontairement » les armes

Lors de sa rencontre avec les gouverneurs de toutes les provinces à Karusi (est du Burundi) le 7 mars 2008, le Président de la République SE Monsieur Pierre Nkurunziza a invité les membres de la population qui détiennent illégalement des armes à les remettre « volontairement » pour faciliter l'action de la police.

Des opérations de fouille perquisition visant le désarmement de la population sont organisées depuis un certain temps dans plusieurs quartiers de la capitale Bujumbura et à l'intérieur du pays où des milliers d'armes et munitions ont déjà été récupérées par la police.

A plusieurs reprises des gens de bonne volonté ont précédé l'opération policière en remettant volontairement leurs armes. Plusieurs armes ont déjà été récupérées de cette façon.

Le Président Nkurunziza a assuré la population que « personne ne sera traduit en justice pour avoir remis volontairement une arme ». La

détention illégale des armes est source d'insécurité observée ces derniers temps ici et là dans le pays et les autorités du Burundi travaillent sans relâche pour endiguer la criminalité.

En ce qui concerne le volet social, le Président de la République a notamment souligné que l'éducation des enfants est la priorité des priorités. Il a cependant mis en garde les élèves qui ces derniers temps commettent des violences contre leurs enseignants. « Tout élève qui se rendra coupable d'une exaction envers un éducateur se verra interdit l'entrée de tous les établissements scolaires du Burundi », a-t-il martelé.

Poursuivant sa tournée dans la région, le Président Nkurunziza a procédé à l'inauguration des travaux de construction de la RN12 (Route nationale No 12) reliant les provinces Gitega (centre), Karusi (est) et Muyinga (nord) sur une distance de 104 kilomètres. Ces travaux qui dureront trois ans sont assurés par la

société française SOGEA SATOM.

Au deuxième jour de sa visite, le Président Nkurunziza s'est rendu dans la commune de Gihogazi, où il a poursuivi son vaste programme de plantation des arbres fruitiers. Il a enfin rencontré à huis clos les



Photo d'archive

responsables militaires et de la police de la 4<sup>e</sup> région militaire pour échanger sur la situation sécuritaire qui prévaut dans cette région.

*-Innocent Manirakiza & G. Abayeho*

## Le casernement de la FDN est impératif pour Le retour définitif de la paix au Burundi

Dans sa politique de consolidation de la paix, le Gouvernement burundais appuyé par le BINUB a lancé ce week-end un vaste programme du cadre stratégique de consolidation de la paix dont la réforme des forces de sécurité. Un projet très important pour tous les burundais afin d'enterrer définitivement la hache de guerre dans notre pays.

Dans son discours, S.E. le Président de la République Pierre NKURUNZIZA a remercié vivement le BINUB qui a été toujours à côté des burundais depuis les moments les plus forts de la crise jusqu'aujourd'hui.

Le Président NKURUNZIZA s'est dit satisfait de l'étape franchie par les

militaires burundais parce que quand l'armée commence à abandonner les positions militaires pour retourner dans les camps, c'est un signe qui ne trompe pas et qui montre à suffisance que les séquelles de la guerre commencent à prendre fin dans les mémoires des militaires burundais.

Comme conseil, il a dit aux militaires d'être plus disciplinés pour mériter la confiance comme c'est le cas aujourd'hui où nous avons des représentants de la FDN dans certains pays Africains comme la Somalie, la Côte d'Ivoire, le Soudan et Bientôt au Tchad.

Selon le Ministre de la Défense Nationale et des Anciens Combattants le Lieutenant Général Germain

Niyoyankana, un militaire caserné est facile à suivre et facile à moraliser. Le casernement et la moralisation de la FDN s'avèrent donc une panacée pour bien organiser les Forces de la Défense Nationale Burundaise.

Quant au BINUB qui va financer ce projet, son représentant au Burundi Mahmoud Youssef a dit que son organisation ne ménagera aucun effort pour soutenir le Burundi dans sa sortie vers une paix durable.

Ce programme consistera à dégager les familles déplacées qui vivent dans les camps militaires pour permettre la réfection des bâtiments qui abriteront plus de 5.000 militaires éparpillés sur le terrain.

*- Jean Marie Ndashinze*

# Coopération Burundi-Irlande du Nord

## Le Président Pierre Nkurunziza sollicite de l'aide en Irlande du Nord pour la reconstruction du pays

**L**e Président du Burundi SE Monsieur Pierre Nkurunziza a, du 2 au 5 avril 2008, effectué une visite de travail en Irlande du Nord au cours de laquelle il a plaidé pour un soutien en vue de la reconstruction du Burundi.

Le Président Nkurunziza a expliqué que son gouvernement est actuellement dans une phase de gestion d'un pays post-conflit dévasté par plus de 12 ans de guerre civile et qui a besoin d'un appui de la Communauté Internationale.

A cet effet, le Numéro Un burundais a notamment rencontré au plus haut niveau, le Président de l'Assemblée Nationale de l'Irlande du Nord, M. William Hay, le Premier Ministre, Dr Ian Paisley, ainsi que le maire de Belfast M. Jim Rodgers.

Il s'est également entretenu avec des hommes d'affaire et des représentants des confessions religieuses et des ONGs, dont l'organisation « Fields of Life » qui travaille déjà au Burundi depuis un certain temps. Cette ONG a déjà construit 3 écoles au Burundi.

Le Président Nkurunziza a indiqué que les domaines prioritaires de son gouvernement sont notamment l'éducation, la santé, l'agriculture et la réinsertion des sinistrés.

Il est à plusieurs reprises revenu sur les mesures « importantes » qu'il a prises portant sur la gratuité de l'enseignement primaire et des soins de santé en faveur des enfants de moins de cinq ans et des femmes qui accouchent, expliquant que ces « décisions courageuses » doivent être accompagnées par la Communauté Internationale.

« Le Burundi est parmi les trois pays les plus pauvres du monde qui a besoin d'être soutenu », a en substance souligné le Président Nkurunziza.

Il a saisi l'opportunité pour visiter des établissements d'enseignement universitaire et secondaire et des échanges à ces niveaux entre le Burundi et l'Irlande du Nord seront bientôt organisés.

Le Président Nkurunziza a rappelé que le Burundi a connu des problèmes presque similaires avec l'Irlande du Nord, soulignant que des échanges d'expériences s'imposent pour arriver à une stabilité et une paix durables dans les deux pays.

Au terme de sa mission, il s'est dit « satisfait » de ses entretiens avec les responsables Nord Irlandais.

-Gervais Abayeho



## Lancement Officiel du premier Forum National de Dialogue inter-burundais

**L**e Président de la République du Burundi, SE Monsieur Pierre Nkurunziza a ouvert, le 17 avril 2008, à l'Hôtel Source du Nil à Bujumbura le premier Forum National de Dialogue inter-burundais.

Dans son discours, le Président Pierre Nkurunziza a exprimé sa satisfaction sur la concrétisation du « Projet Cadre du dialogue » auquel ce Premier Forum du Dialogue « constitue en quelque sorte la première étape dans la réalisation effective dudit Projet ».

Selon le Président burundais, sans dialogue, il y a la suspicion, la crainte de l'autre et finalement la confrontation. Sans dialogue, personne ne comprend personne, trouve-t-il.

Le Président Nkurunziza met toujours en avant le dialogue : « Notre philosophie et notre démarche politiques se fondent sur les principes d'ouverture, de dialogue et d'inclusion », a-t-il dit. Et de préciser qu'il n'y a pas d'alternative possible : "Les autorités de ce pays se doivent de poursuivre cette voie du dialogue. C'est elle qui nous conduira à un Burundi pacifique, réconcilié avec lui-même et définitivement paisible pour faire face aux grands défis

du développement."

A l'occasion de ce Premier Forum National de dialogue qui devrait durer trois jours, le Numéro Un burundais a invité les participants à se convaincre de cette réalité et agir en conséquence.

S.E. Monsieur Pierre Nkurunziza appelle les participants à ce Forum à ne pas hésiter à exprimer leurs attentes vis-à-vis de ce processus et surtout à s'impliquer pleinement dans la mise en place du mécanisme national de suivi et évaluation du projet.

Ce Forum a réunit les membres du Gouvernement, les députés, la société civile et les média.

- Alfred Kurubone

Les anciens chefs d'Etat burundais écoutant le discours de circonstance par le Président de la République SE Pierre Nkurunziza



Photo A. Kurubone

# Le Président met en garde les policiers qui se méconduisent

**A**u cours de la réunion du 11 Avril 2007 avec les policiers du Commissariat Cankuzo qui a eu lieu au chef lieu de cette province, le Président de la République du Burundi S.E Monsieur Pierre Nkurunziza a mis en garde tout policier qui ne respecte pas les commandements, disant qu'il sera puni très sévèrement.

Cette mise en garde vient à point nommé au moment où l'on remarque des cas de bavure dans la province de Cankuzo, selon le Commissaire Provincial. C'est notamment le cas de trois policiers qui avaient déserté avec leurs armes qui par après ont été appréhendés. Les enquêtes sont en cours.

En outre, le Numéro Un Burundais leur a recommandé de respecter la chaîne de commandement pour toute réclamation.

Le Président Pierre Nkurunziza a ensuite prodigué quelques conseils aux policiers présents. Il leur a demandé de se méfier des politiciens qui ne pensent qu'à leurs propres intérêts, de secourir la population à temps en cas de danger, et d'éloigner tout malfaiteur qui viendrait perturber la sécurité dans la province.

Le Président Nkurunziza a en outre conseillé les policiers de se méfier des cabarets à l'extérieur de leurs casernes. Il a demandé aux responsables de multiplier les séances de causerie morale, leur suggérant ensuite d'apprendre différents métiers ainsi que les langues étrangères telles que l'Anglais le Français et le Swahili.

La connaissance de ces langues constitue un atout important au moment où le Burundi vient d'adhérer au bloc de la Communauté est africaine, a souligné le Président Nkurunziza.

Au terme de sa visite dans la Province de Cankuzo, S.E Monsieur Pierre Nkurunziza a visité la salle de réunion construite par les policiers eux mêmes à l'intérieur du Commissariat Provincial et leur a promis du ciment et de la peinture. Et comme d'habitude, il a quitté le lieu après avoir planté des arbres fruitiers.

Le long de la route, Le Président de la République s'est arrêté à l'Ecole



Photo C. Nshimirimana

Primaire Nyabisindu dans la Commune Bweru où il a planté des avocatiers.

A son arrivée au chef lieu de la Province Ruyigi, Le Président burundais a pris part aux travaux communautaires à l'Hôpital Rema et y a aussi planté des arbres fruitiers de différentes sortes.

-Claude Nshimirimana

## Les fruits: bons contre la faim et contre les maladies

**C'**est le témoignage que le Père Mbanzi Déo a fait au Président de la République du Burundi, SE Monsieur Pierre Nkurunziza lors de la visite de l'Association AGAKURA située en Commune Itaba dans la province de Gitega (centre du pays), en date 14 Avril 2008.

Le Père Mbanzi a assuré le Président Nkurunziza que certains fruits jouent un double rôle : lutter contre la faim et certaines maladies. Il a, à titre d'illustration, cité le pamplemousse qui produit un traitement contre l'asthme, ainsi que les feuilles du goyavier dont le produit est utilisé pour soigner plusieurs maladies dont la malaria, l'amibe et d'autres infections intestinales. L'Association AGAKURA a déjà planté un hectare d'arbres fruitiers surnommé « Jardin d'Eden » composé notamment de mandariniers, d'orangers et de citronniers. Elle entretient des pépinières

de divers arbres fruitiers qu'elle distribue à la population.

Le Président de la République a apprécié cette initiative et recommandé que chaque commune ait au moins un hectare d'arbres fruitiers.

Le Numéro Un burundais a visité d'autres activités de l'homme d'église telles que l'agriculture et l'élevage de vaches, de lapins et de porcs. Le prêtre prend en charge plus de 700 enfants vulnérables dont 60 sont internes.

Père Mbanzi explique à SE le Président de la République à propos des plantes médicinales



Photo A. Kurubone

- Alfred Kurubone

## La mère du Héros de la démocratie mérite d'être réconfortée et soutenue



Le Président Nkurunziza et la mère du feu Ndadaye Melchior devant la maison qu'il lui a construite

Le 29 mars 2008, le Président de la République Son Excellence Monsieur Pierre Nkurunziza a rendu visite à la Mère du Héro de la démocratie, Feu Melchior Ndadaye qui vit en Commune Nyabihanga de la Province Mwaro.

Le Chef de l'Etat qui était chaleureusement accueilli par son hôte dans un climat de détente familiale, dans la maison qu'il lui a fait construire en avril 2006 et remise en guise de cadeau en juin de la même année, a dit que cette visite était dans la logique de sauvegarder la culture burundaise qui consiste à visiter les parents particulièrement les plus âgés en vue de le réconforter.

Le Président Nkurunziza a souligné que la Mère du Héro de la démocratie ne mérite pas de tomber dans les oubliettes, mais qu'elle devrait plutôt être soutenue et réconfortée. Il a émis le souhait de voir les hommes politiques burundais poser le même geste à l'endroit de la Maman de Feu Melchior Ndadaye.

Dans la matinée, il avait d'abord planté des avocatiers dans la Commune Kayokwe précisément au Camp Militaire de Mwaro, Camp de Police et au Lycée Mwaro.

-Scholastique Ndayisenga

## Le Service public de tout pays post-conflit doit être reconstruit et Développé

La capitale burundaise abrite depuis mercredi, 9 avril 2008, un atelier de deux jours sous le thème « la reconstruction, et le développement post-conflit et ses implications pour les services publics ».

Selon le Président de la République du Burundi SE Monsieur Pierre Nkurunziza qui a ouvert les travaux de cet atelier qui regroupe les Ministres Africains de la fonction publique et des services publics, il s'agit d'un grand événement pour le Burundi qui sort d'une crise qui a duré plus d'une décennie.

L'atelier permettrait aux participants d'adopter des voies et moyens qui permettront à leurs pays respectifs de se développer dans les secteurs du service public.

Il a profité de cette occasion pour remercier vivement les organisateurs de l'atelier pour avoir choisi le Burundi comme pays hôte de cet événement et surtout pour le choix d'un thème qui intéresse tout burundais soucieux du développement de sa patrie.

Selon le président Nkurunziza, le thème choisi cadre bien avec la situation du Burundi qui sort d'une crise qui a affecté tous les secteurs de la vie nationale, y compris les organes de la gouvernance.

Le Président Pierre Nkurunziza a terminé son allocution en souhaitant un bon séjour aux invités tout en soulignant que le choix de cet atelier au Burundi témoigne de l'attachement qu'ont les pays représentés envers le Burundi.

- Alfred Kurubone



Photo A. Kurubone

## Communiqué du Gouvernement du 23 avril 2008

Suite à l'attaque à l'arme lourde perpétrée dans la nuit du 22 avril 2008 par le Mouvement Palipehutu-Fnl

1. Le Gouvernement du Burundi constate avec consternation que l'Hôtel diplomatique de la Nonciature Apostolique à Bujumbura a été touché par une bombe lancée par le mouvement armé Palipehutu-Fnl dans la soirée de ce mardi 22 avril 2008, autour de 21 heures 30, occasionnant des dégâts matériels importants.

2. Le Gouvernement exprime ses profonds regrets et condamne avec la plus grande fermeté cet acte odieux, posé à l'égard d'une Mission diplomatique. Cet acte terroriste ainsi posé, s'inscrit dans le cadre d'autres attaques perpétrées par ce même mouvement armé sur la ville de Bujumbura et dans d'autres localités des provinces comme Bujumbura, Bubanza et Kayanza depuis le 17 avril 2008, date choisie par le Palipehutu-Fnl pour violer massivement l'Accord Global de Cessez-le-feu.

3. Le Gouvernement saisit cette occasion pour présenter ses condoléances les plus attristées aux familles qui ont perdu les leurs au cours de ces attaques sans issue.

4. Le Gouvernement rassure que des mesures de renforcement de la sécurité ont été prises. En effet, plusieurs attaques contre la ville et les provinces ont été soit repoussées soit neutralisées. En outre, beaucoup de positions du Palipehutu-Fnl ont été déstabilisées ou détruites complètement. Les routes sont dégagées et sécurisées.

5. Le Gouvernement demeure convaincu que la mise en œuvre intégral de l'Accord Global de Cessez-le-feu librement signé le 07 septembre 2006 reste la seule base d'une solution durable et définitive. Voilà pourquoi il interpelle le Palipehutu-Fnl pour qu'il rejoigne la table du Mécanisme Conjoint de Vérification et de Suivi (MCVS). Enfin, malgré cette attaque odieuse depuis le 17 avril, le Gouvernement réitère son engagement à rester ouvert au dialogue, seule voie pour bâtir une Nation paisible.

**La Ministre de l'Information, de la Communication, des Relations avec le Parlement et Porte - parole du Gouvernement, Mme Hafsa :Mossi**

## Qui seront primés le 1er Mai?

**D**ix personnes dans chaque province seront primées le 1er mai, journée marquant la Fête du Travail dans le monde, pour avoir réalisé de bonnes oeuvres et fait preuve de bons comportements.

Ceci a été annoncé par Président de la République du Burundi, SE Monsieur Pierre Nkurunziza lors de la réunion qu'il a tenue avec les gouverneurs de province en Province Cankuzo en date du 11 Avril 2008.

A cette occasion, les gouverneurs se sont exprimé sur le développement de leurs provinces et les problèmes auxquels ils font face. Tous les 17 gouverneurs ont rassuré que les travaux de construction des écoles sont en cours. Cette confirmation a donné assurance au Président Pierre Nkurunziza qu'en Septembre prochain, 120 écoles seront inaugurées.

Les gouverneurs de province apprécient le projet de la Présidence de la République du Burundi qui consiste à planter des arbres fruitiers. En effet, les arbres fruitiers vont à long terme contribuer à alléger la pauvreté étant donné qu'ils vont générer des devises pour le pays, a affirmé le Numéro Un Burundais.

Il a demandé aux gouverneurs de province d'encourager la population à répondre massivement à cette vaste campagne en préparant notamment des

pépinières de différents arbres fruitiers qui seront disséminés et plantés dans tout le pays. A terme, le Président compte arriver à un million d'arbres fruitiers plantés avant fin 2008.

Parmi les problèmes soulevés par les gouverneurs, l'insécurité dans certains coins du pays a été relevée. Le PALIPEHUTU FNL, les voleurs à main armée et autres malfaiteurs ont été cités comme étant la cause.

Les responsables provinciaux ont noté à l'unanimité que la hausse des prix du carburant constitue la cause principale de la flambée des prix des produits de première nécessité, dont les denrées alimentaires. Pour le Ministre de l'Intérieur et du Développement Communal qui était présent, les taxes et impôt sur les denrées doivent être réglementés.

Le Président Nkurunziza a demandé aux gouverneurs de province d'assister les démobilisés, et a rassuré que la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement (BAD) apporteront leur soutien. Il a par ailleurs apprécié les travaux réalisés par les personnes

qui sont déjà démobilisées.



Photo A. Kurubone

Le Président Nkurunziza a suggéré que les panneaux publicitaires portent le drapeau du Burundi en guise d'amour pour la patrie.

Si le Ministère de l'intérieur et du Développement Communal pouvait permettre à ce que les Burundais qui le veulent aient le drapeau national chez eux ou dans leurs bureaux, ce serait une bonne chose parce que cela favoriserait l'amour patriotique, a-t-il dit.

Dans la même réunion, le Président de la République a recommandé la salutation « Tugire Amahoro » (que la paix soit avec vous) avec comme réponse « twese » (nous tous) pour éviter les amalgames.

-Alfred Kurubone

## La Construction de la Route Ruyigi-Cankuzo débute avec Janvier 2009

**C**ette déclaration a été faite le 11 avril 2008 par le Ministre de l'Energie et des Mines, Dr. Samuel Ndayiragije, lors d'une rencontre de SE le Président de la République SE Monsieur Pierre Nkurunziza avec les administratifs et les représentants des confessions religieuses de cette province.

Le Président Nkurunziza a affirmé que la province Cankuzo dispose d'atouts importants pour son développement. Selon lui, ces atouts sont notamment la population qui est la première richesse du pays, une grande étendue pour l'agriculture et l'élevage, les rivières sur lesquelles on peut construire des barrages pour l'électricité et l'ouverture aux pays

limitrophes comme la Tanzanie et le Rwanda.

Le Président de la République a exhorté la population à renoncer à la paresse car « aucun pays, aucune province, aucun peuple, aucune famille ne s'est développé avec la paresse ».

-Par Evelynne Butoyi

## Message à la nation de SE le Président de la République sur les récentes attaques perpétrées par le mouvement Palipehutu-Fnl

**Burundaises, Burundais, Amis du Burundi,**

1. Nous commençons ce message en rendant grâce à Dieu Tout Puissant, lui qui nous a toujours protégés dans les moments durs. Qu'il soit toujours loué !

2. C'était au cours de l'année 2006, en date du 7 septembre, que le Gouvernement du Burundi a signé avec le Mouvement PALIPEHUTU-FNL l'Accord Global de Cessez-le-feu. Parmi les points contenus dans cet Accord, figurent :

L'arrêt de toutes les hostilités,

L'arrêt des recrutements au sein de ce Mouvement,

L'intégration dans les corps de défense et de sécurité des membres du PALIPEHUTU-FNL,

L'arrêt de tout ce qui pourrait être à l'origine de la reprise de la guerre,

Qu'il sera accepté au PALIPEHUTU-FNL de devenir un parti politique conformément à la loi,

Que les membres de ce mouvement vont bénéficier de l'immunité provisoire sur les actes posés pendant la guerre,

Que le Gouvernement doit continuer à veiller à la sécurité de la nation. Les Burundais avaient espéré une paix durable et effective sur tout le territoire national.

3. Cet espoir n'a pas duré. Ce mouvement n'a pas respecté l'Accord signé et il s'est vite opposé et a refusé d'envoyer ses membres au sein du Mécanisme Conjoint de Vérification et de Suivi de l'Accord, MCVS, pour la mise en application de cet accord. Il exigera au Gouvernement l'immunité provisoire pour ses membres. Rappelons que dans cet Accord, il est seulement mentionné que le Gouvernement proclame cette immunité. Le Gouvernement est alors allé au-delà, et il a envoyé aux deux chambres du parlement pour adoption, le projet d'une loi sur l'immunité en faveur des membres du PALIPEHUTU-FNL.

4. En date du 3 novembre 2006, le projet a été adopté par l'Assemblée Nationale après amendement à raison de 109 sur 111 voix. Après, il a été envoyé au sénat, qui, en date du 14 novembre 2006, l'a adopté à raison de 43 sur 43 voix, donc à l'unanimité et la loi a été alors promulguée le 22 novembre 2006.

5. Par la suite, un décret de mise en application de cette immunité a été signé le 20 décembre 2006.

6. Ici, le PALIPEHUTU-FNL n'acceptera de participer qu'après la libération de six de ses prisonniers. Par après, le 19 février 2007, les membres de ce mouvement ont répondu présents aux travaux au sein du Mécanisme Conjoint de Vérification et de Suivi de l'Accord de Cessez-le-feu, MCVS, mais ils se sont retirés par après, le 26 mars 2007.

7. Le Gouvernement du Burundi n'a pas été découragé. Il a toujours continué à remplir sa mission d'asseoir la paix dans tout le pays. A cet effet, Nous nous sommes rendu à Dar-es-salaam, le 17 juin 2007, pour rencontrer le Chef de ce M o u v e m e n t , Monsieur Agathon Rwsa et nous nous sommes convenus sur la reprise des travaux au sein du MCVS.



8. Le PALIPEHUTU-FNL a promis qu'il allait nous envoyer la liste de ses p r i s o n n i e r s

politiques pour que le MCVS analyse leur libération, mais jusqu'à maintenant, aucune liste ne nous est encore parvenue.

9. Les travaux ont repris en date du 28 juin 2007. Les burundais ont été encore surpris par le retrait des membres de ce mouvement aussitôt le 23 juillet 2007.

10. Dès lors, l'Accord a été violé par le FNL qui a continué le recrutement et l'entraînement de nouveaux combattants ainsi que l'occupation de nouvelles positions. Il a même repris les hostilités en tendant des embuscades aux véhicules, en provoquant les Forces de Défense et de Sécurité, en se livrant aux pillages, aux viols, aux vols et aux assassinats sélectifs, etc. Les Représentants des Organismes internationaux comme l'Organisation des Nations Unies et l'Union Africaine, ont été toujours au courant de cette situation.

11. La Communauté Internationale est alors intervenu. Un Comité dit « Directoire politique », où figurent aussi les FNL a vu le jour en vue de soutenir les actions du médiateur.

12. Après la réunion des membres de ce Comité tenue du 22 au 23 février 2008, tous les burundais avaient poussé un ouf de soulagement puisque le PALIPEHUTU-FNL avait promis de reprendre les travaux au sein du MCVS dès le 1er avril 2008 ; Même le leadership de ce Mouvement Monsieur Agathon Rwsa avait promis de venir à Bujumbura au 1er mai. Nous remarquons que c'était de la pure farce.

**Burundaises, Burundais, Amis du Burundi,**

13. Ce qui étonne nous-même et la Communauté Internationale, c'est que le Mouvement PALIPEHUTU-FNL a rapidement fait volte-face en refusant de reprendre

- suite en page 9



## Message du Chef de l'Etat à la nation

- suite de la page 8

finalement les activités au sein

du Mécanisme Conjoint de Vérification et de Suivi de l'Accord global de Cessez-le-feu, sous prétexte qu'il n'y a pas de loi accordant à ses membres l'immunité provisoire. Et voilà qu'au moment où le Gouvernement se préparait pour l'accueillir, le PALIPEHUTU-FNL, lui, se préparait plutôt à reprendre les hostilités.

14. Depuis le 17 avril 2008, ce mouvement lance des grenades et des bombes, organise des attaques ici et là dans le pays, et surtout dans la mairie de Bujumbura, à Masha, Butanuka et Gihanga dans les provinces de Bubanza, et Matongo dans la province de Kayanza. Ces actes ignobles sont organisés alors que les Burundais ont déjà entamé les Dialogues inter-burundais, toutes les catégories confondues en vue d'échanger sur toutes les questions pour un Burundi pacifique, réconcilié avec lui-même et définitivement paisible afin de faire face aux grands défis du développement.

15. Pour ce faire, nous saisissons cette occasion pour présenter nos condoléances les plus attristées aux Burundais et à la Communauté Internationale qui ont perdu les leurs ou qui ont été déstabilisés à cause de ces attaques sans motifs.

16. Nous présentons nos profonds regrets au Nonce Apostolique et Nous condamnons énergiquement ces actes terroristes perpétrés par le PALIPEHUTU-FNL à sa demeure.

17. Nous félicitons et encourageons les Corps de Défense et de Sécurité pour avoir intervenu à temps afin de protéger la population. Nous les félicitons encore pour les mesures de renforcement de la sécurité qui ont été prises et mises en exécution, et surtout de leur collaboration avec la population et l'administration.

18. Nous remercions et encourageons les comités de sécurité pour avoir bien rempli leur mission. Qu'ils aillent toujours de l'avant.

19. Nos remerciements sont également adressés à toute la population et à l'administration locale pour avoir informé à temps les corps de défense et de sécurité sur les préparatifs d'attaques de ce Mouvement.

20. Ainsi, nous rassurons les Burundais et les étrangers habitant sur le territoire du Burundi ainsi que la communauté Internationale, que des mesures de rétablissement et de renforcement de la sécurité ont été déjà prises et portent déjà leurs fruits. A plusieurs reprises, les forces de l'ordre ont réussi à neutraliser et à déstabiliser les plans et actes de ce mouvement. Nous les encourageons à aller de l'avant pour protéger la population, restaurer et sauvegarder la sécurité sur tout le territoire nationale. Elles maîtrisent la situation.

21. Nous interpellons la Communauté Internationale et surtout les Présidents des pays de l'Initiative Régionale sur la paix au Burundi, le Médiateur ainsi que le Directoire Politique, de se mettre à l'œuvre en vue d'établir les responsabilités de chacun entre le Gouvernement du Burundi et le Mouvement PALIPEHUTU-FNL dans la mise en application de l'Accord pour prendre en conséquence des mesures y relatives.

22. Nous saisissons cette occasion pour présenter nos remerciements à tous ceux qui ont clairement condamné ces actes ignobles du Mouvement PALIPEHUTU-FNL, surtout les organisations Internationales. Nous faisons un clin d'œil à tous ceux qui veulent mettre de la confusion dans leurs déclarations.

### **Burundaises Burundais Amis du Burundi,**

23. Pour ce qui nous concerne, Nous réitérons notre engagement vis-à-vis des burundais et de la Communauté Internationale, que le Gouvernement du Burundi ne va jamais se lasser de protéger la population et tous ceux qui habitent le territoire burundais.

24. Nous rappelons que le Gouvernement du Burundi reste convaincu que la mise en application de l'Accord de Cessez-le-feu est le seul moyen qui va permettre aux burundais d'asseoir une paix durable au Burundi. Voilà pourquoi nous interpellons encore une fois les responsables du Mouvement PALIPEHUTU-FNL pour qu'ils rejoignent la délégation gouvernementale dans les travaux au sein du MCVS.

25. Avant de clore ce message, Nous rassurons encore une fois les burundais et la Communauté Internationale, que le Gouvernement du Burundi ne ménagera aucun effort pour protéger la population. Nous remercions toutes les personnes qui ont contribué pour aider les burundais dans le processus de paix et nous leur demandons de ne pas se lasser mais de toujours continuer dans la même voie. En ce qui nous concerne, Nous allons continuer de soutenir la mise en application de cet Accord signé entre le FNL-PALIPEHUTU et le Gouvernement du Burundi en date du 7 septembre 2006. Nous rassurons également que nous allons poursuivre les projets déjà commencés de réconciliation nationale, de dialogues inter-burundais et de développement du pays.

26. Nous rassurons les membres du Mouvement PALIPEHUTU-FNL et nous leur rappelons que la loi portant sur leur immunité provisoire existe, avec toute sa force et les mécanismes de sa mise en exécution. Que personne alors n'ait peur de venir contribuer pour la mise en application de cet Accord de cessez-le-feu déjà signé.

- suite en page 10

## Le Président Nkurunziza demande à la Communauté Internationale de faire pression sur le Palipehutu-Fnl

**L**e Président de la République du Burundi S.E Monsieur Pierre Nkurunziza a appelé à nouveau, dimanche le 27 avril 2008 la Communauté internationale à faire pression le PALIPEHUTU-FNL, le dernier mouvement rebelle toujours en guerre contre le gouvernement, qui a récemment relancé les hostilités en dépit d'un accord de cessez-le-feu signé il y plus d'un an entre les deux parties.

Le Président Nkurunziza s'exprimait à l'issue d'une audience qu'il venait d'accorder à une délégation belge conduite par le Ministre des Affaires étrangères, Karel De Gucht et celui à la coopération au développement Charles Michel.

Au cours de leurs entretiens, le Président burundais a salué les efforts fournis par la Belgique dans le développement du Burundi dans plusieurs secteurs de la vie du pays.

Expliquant les récentes attaques lancées par le Mouvement PALIPEHUTU-FNL, le Président burundais en a profité pour demander à la Communauté internationale en général et au Royaume de Belgique en particulier, en tant qu'ex-puissance tutélaire, de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour convaincre le leadership du mouvement rebelle à revenir à la table des négociations.

Les deux parties ont un Accord Global de cessez-le-feu le 7 septembre 2006 à Dar es Salaam (Tanzanie), mais les travaux du Mécanisme conjoint de vérification et de suivi de l'accord (MCVS) visant sa mise en application périment depuis plusieurs mois.

Le Président Nkurunziza a en substance demandé au Président tanzanien Jakaya Kikwete, également Président en exercice de l'Union africaine, de faire comprendre au

mouvement PALIPEHUTU-FNL qu'il ne doit pas traîner les pieds pour rejoindre le MCVS. Il avait lancé un message similaire vendredi dernier au cours d'un message à la nation.

Pour sa part, M. Karel De Gucht s'est étonné que PALIPEHUTU-FNL ait opté pour la guerre au moment où tout le monde s'attendait à ce la paix soit une réalité au Burundi. « Quand on signe les accords, il faut les respecter », a souligné le diplomate belge.

Le ministre à la coopération au développement Charles Michel a quant à lui révélé que plusieurs accords de développement avaient été signés portant notamment sur l'appui institutionnel au ministère de la santé publique et la lutte contre le Sida, l'appui institutionnel de l'appareil judiciaire au Burundi, le drapage du port de Bujumbura, et l'appui au fond commun de l'éducation.

- Gervais Abayeho

## Message du Chef de l'Etat à la nation

- suite de la page 9

27. Nous remercions les burundais et la communauté Internationale qui, malgré le désistement du FNL-PALIPEHUTU à joindre le processus de paix en 2005, ont répondu positivement à la mise en place des Corps de Défense et de Sécurité, au référendum populaire sur la constitution de la République du Burundi et aux élections mettant en place les institutions à différentes échelons du pays. Restez à l'œuvre de la reconstruction du pays. Que vous ne soyez pas découragés par ces actions terroristes du PALIPEHUTU-FNL. Nous vous encourageons plutôt à aller de l'avant. C'est le moment de la reconstruction nationale.

28. Nous demandons à tous les Burundais et à la Communauté Internationale de décourager ces actes odieux du PALIPEHUTU-FNL et d'éviter des divergences sur ces

attaques déstabilisant la population.

Nous mettons en garde tous ceux qui



veulent exploiter ces attaques à des fins non constructives arguant à tort que c'est la catastrophe au Burundi.

Aux démobilisés, Nous demandons de faire attention et de ne pas suivre les pêcheurs en eau trouble qui se font vos porte-parole sans votre mandat. Qu'ils

s'organisent plutôt pour travailler et nous leur rassurons que le Gouvernement et les Amis du Burundi, sommes à l'œuvre de l'élaboration des projets consistants pour les soutenir davantage.

Que tous les Burundais soutiennent et participent alors au rétablissement de la paix et de la sécurité au Burundi.

Que vive le respect des accords

Que vive la paix et la sécurité au Burundi

Que Dieu le Tout puissant pardonne aux membres du PALIPEHUTU-FNL de leurs actes odieux.

Que Dieu vous bénisse tous.

Je vous remercie.

-Adapté par Evelyne Butoyi

# Vers une justice saine, équitable et proche des justiciables

Lancement officiel des travaux de construction des tribunaux de résidence à l'échelle nationale par le Président de la République

**L**e Président de la République du Burundi Son Excellence Monsieur Pierre Nkurunziza a procédé au lancement officiel des travaux de construction des tribunaux de résidence à l'échelle nationale, le 27 mars 2008.

Les cérémonies ont eu lieu en Commune Mugina, Province Cibitoke en présence des Membres du Gouvernement, des Membres du Corps Diplomatique et Consulaire accrédités à Bujumbura, des Hauts Cadres de la Magistrature ainsi que les Partenaires Nationaux et Internationaux intervenant dans le domaine judiciaire.

Dans son discours de circonstance, le Chef de l'Etat a indiqué que le Gouvernement Burundais doit renforcer une justice saine, équitable et proche des justiciables.

En effet, a fait remarquer le Président de la République, la paix appelle la justice, et ces deux éléments doivent être et rester inscrits parmi les priorités du Gouvernement. Et pour y arriver, d'après le Président Burundais, le pays a besoin de beaucoup de tribunaux et de juges intègres.

Le Magistrat Suprême a annoncé à ce sujet que le nombre de tribunaux de résidence en construction s'élève environ à 88 et les ressources financières proviennent des Nations Unies de l'Union Africaine et de l'Etat du Burundi.

Le Président NKURUNZIZA a remercié vivement les Nations Unies via son Représentant Monsieur YOUSSEF MAHMOUD pour son appui tant matériel que financier visant à renforcer la paix et la justice burundaises.

Le Représentant Exécutif du Secrétaire Général des Nations Unies a, dans son allocution, souligné qu'une

justice équitable constitue la pierre angulaire pour la paix et la sécurité.

Précisons qu'en plus du Fonds Fiduciaire pour la



Photo Scholastique Ndayisenga

consolidation de la paix à hauteur de 55 millions de dollars américains, la Représentation des Nations Unies au Burundi est intervenue dans la construction et la réhabilitation des tribunaux ainsi que le renforcement des capacités des magistrats, huissiers et greffiers. Elle a en outre remis 18 camionnettes double cabine à tous les tribunaux de Grande Instance du pays. Le Ministre de la Justice et Garde des Sceaux Monsieur Jean Bosco NDIKUMANA a saisi l'opportunité pour recommander la bonne gestion de ces véhicules.

Le Président de la République a clôturé sa descente en Commune Mugina par la pose de la première pierre pour la construction des tribunaux de résidence sur la colline Rusagara et la plantation des arbres fruitiers sur cette même colline et celle de Muyange.

-Scholastique Ndayisenga

## Evaluation de la mise en application de la gratuité des soins de santé

Promouvoir le secteur de la santé publique et le développement durable à travers des politiques et des programmes qui accroissent l'équité en santé et intègrent des approches favorables aux populations, est l'un des multiples objectifs du Gouvernement du Burundi.

C'est dans cette perspective que SE M. le Deuxième Vice-Président de la République, M. Gabriel Ntizezerana a effectué une descente dans la province de Bubanza, le vendredi 04 avril 2008, pour une séance de travail avec les cadres du Ministère de la Santé Publique et de Lutte contre le Sida ainsi qu'avec d'autres intervenants dans le secteur de la santé publique. Durant une journée, ils ont passé en revue les forces et les faiblesses, les potentialités et les besoins eu égard aux échéances en cours et à venir.

Ils s'étaient donné rendez-vous au Centre Pastoral de Bubanza, dans le but de réfléchir ensemble sur une question qui préoccupe tout Burundais et qui consiste à faire l'évaluation et trouver des solutions pérennes aux difficultés de la politique salubre portant sur la gratuité des soins de santé en faveur des enfants de moins de cinq ans et des femmes en couches.

A l'issue de cette rencontre, le Dr. Emmanuel Gikoro, Ministre ayant dans ses attributions la Santé Publique et la Lutte contre le Sida, a salué le progrès et la réussite du personnel soignant. En ce qui concerne le retard dans les paiements des factures par le Ministère des finances, il a annoncé que désormais dans tous les centres de santé, un agent dudit ministère sera placé. Ainsi, les factures seront envoyées à temps et par conséquent, payées sans retard. Il a pointé du doigt certains médecins fraîchement rentrés des formations à l'étranger qui refusent de travailler, exigeant d'être nommés médecins provinciaux ou directeurs des hôpitaux.

Le Dr. Gikoro Emmanuel a annoncé que d'ici deux ans, 140 étudiants allaient sortir des facultés de médecine. Il a également annoncé que très prochainement, une mission allait effectuer une descente sur terrain, afin d'évaluer les besoins des hôpitaux et

centres de santé, après quoi son rapport sera présenté aux bailleurs traditionnels lors du lancement du projet « Santé Plus ». Il a demandé aux hôpitaux et aux centres santé de payer les factures de la CAMEBU, car l'Etat a déjà régularisé bon nombre d'entre eux pour le compte de l'année 2007.

Lors de cette rencontre, SE M. le Deuxième Vice-Président de la République a, dans son allocution, invité tous les participants à évaluer le travail déjà fait jusque là et surtout voir comment trouver ensemble, des solutions qui conduiront à des résultats plus satisfaisants. Il les a demandé de rassembler leur savoir - faire afin de pallier aux fréquents problèmes qui font que le pays reste en perpétuel situation de mauvaise impasse de la santé.

Intervenant à leur tour, les Directeurs Généraux et les Directeurs ont déclaré que depuis que cette mesure est appliquée, c'est le soulagement au sein de la population. Mais c'est également l'augmentation du volume de travail pour le personnel soignant qui doit fournir des efforts exceptionnels. La mesure de gratuité des soins de santé pour les enfants de moins de cinq (5) ans, et les femmes qui accouchent n'est pas sans répercussions, ont-ils expliqué. Cette mesure qui a vu le jour le 1 mai 2006, est arrivée au moment où ils s'y attendaient le moins. Il a fallu travailler d'arrache pied afin de surmonter les difficultés et d'assurer. Le nombre d'enfants se faisant soigner ou des femmes accouchant dans des hôpitaux ou centres de santé étant très élevé, causait une menace de rupture de stocks des médicaments.

Ils se sont exprimés sur les réformes en cours visant à revaloriser la qualité des soins et l'harmonisation des salaires du personnel soignant. Ils ont également fait savoir que l'approche contractuelle consistant à donner des primes au personnel soignant selon le nombre de patients traités, a été mise en application dans certains centres de santé. Très prochainement, certaines provinces telles que Bubanza,

Bujumbura Mairie, Bujumbura Rural, Cibitoke ainsi qu'une partie de Makamba



Vue partielle des cadres du Ministère de la Santé Publique participant à la Réunion

pourront bénéficier des fonds PPTTE pour démarrer la contractualisation, a annoncé le Directeur Général de la santé. Il a signalé la mise en place des districts sanitaires devant compter chacun au moins un hôpital dans toutes les provinces.

Poursuivant leurs interventions, ils ont rappelé que l'approche contractuelle remonte aux états généraux de la santé tenus en 2004. Ils ont fait savoir que le système d'achat des performances permet aux hôpitaux et aux centres de santé d'accorder des primes au personnel soignant ayant contribué à le constituer, mais aussi à l'achat des plaques solaires, des stérilisateurs, la construction des clôtures. Quant à la troisième partie, elle permet d'accorder des soins aux indigents. L'exécutif des locaux hospitaliers, l'insuffisance du personnel soignant, le manque de matériels didactiques, tels sont les principaux problèmes relevés lors de cette rencontre.

SE M. le Deuxième Vice-Président de la République a tenu à féliciter tout le personnel soignant présents à cette rencontre, pour l'exploit qu'il a réalisé. Il leur a recommandé de faire des statistiques démontrant la situation avant et après la mesure de gratuité des soins afin de présenter aux autres pays les défis du secteur de la santé au Burundi. Il a exhorté le personnel soignant à s'atteler au travail. Il leur a fait comprendre qu'ils devront rattraper le

- suite en page 13

# La coopération entre le Japon et le Burundi est au bon fixe

**B**ujumbura est le centre politique et économique du Burundi. Sa population est estimée à environ 400.000. Pour relancer l'économie du pays d'abord et pour améliorer le niveau de vie de la population, il est important de réhabiliter les équipements sociaux. Ainsi, le Gouvernement prévoit une augmentation des besoins en transport pour les années qui viennent.

C'est dans ce contexte, que l'Agence Internationale de Coopération Japonaise (JICA) a envoyé en 2007, une équipe de consultants pour la réalisation de l'Etude Urgente du Transport Urbain à Bujumbura. Cette étude avait pour but d'élaborer un schéma directeur urbain, de donner un appui technique à l'OTRACO et de réaliser un projet pilote qui porte sur la réhabilitation urgente d'un tronçon d'une voie ou d'une route afin de rendre la circulation fluide.

Le vendredi 21 mars 2008, Son Excellence le Deuxième Vice-Président de la République M. Gabriel NTISEZERANA, a procédé à la réception officielle des travaux de réhabilitation du tronçon de la RN7 et de l'avenue du Gouvernement.

Bien entendu, ces travaux ont été exécutés par l'Agence Internationale de Coopération Japonaise (JICA) avec

l'appui financier du Japon, pour un coût de un milliard quatre cent mille francs bu (1.000.400.000 Fbu). Une somme qui ne sera pas remboursée car elle s'inscrit dans l'aide pour l'amélioration de la voirie de Bujumbura.

Lors de la réception officielle desdits travaux, Son Excellence M. le Deuxième Vice-Président de la République a réitéré ses remerciements au Japon qui n'a ménagé aucun effort pour aider le Burundi. Le Deuxième Vice-Président a souligné que l'amitié entre nos deux pays existe depuis plusieurs années et surtout qu'elle ne cesse de s'accroître. « L'amitié entre le Japon et le Burundi est au bon fixe » a-t-il dit. Il a interpellé la population pour entretenir cette voie car il ne peut y avoir de développement sans moyens de communication. Il a invité à veiller à son entretien surtout dans le cadre des travaux communautaires.

L'ambassadeur du Japon au Burundi résident à Nairobi, M. Shigeo TWATUNI a signalé que parmi les quatre vingt (80) véhicules promis par ce pays ami du Burundi, 20 sont déjà arrivés. Poursuivant son allocution, il a



SE le Deuxième Vice Président de la République, M. Gabriel Ntisezerana (à gauche) et l'Ambassadeur du Japon au Burundi visitant la Rn7 avant l'inauguration

Photo N. Kigoma

invité le Burundi à participer à la Quatrième Conférence Internationale pour le Développement de l'Afrique (TICAD IV), qui aura lieu à YOKOHAMA au Japon, du 28 au 30 mai. Il a également fait savoir que ce qui sera décidé dans cette conférence, sera exposé à la conférence des pays les plus riches du monde (G8), qui aura lieu à Hokkaido Touyako au mois de juillet et qui sera présidé par le Japon.

Avec l'adhésion du Burundi à l'East African Community (EAC), l'état des infrastructures doit répondre aux ambitions du Gouvernement La réhabilitation de l'OTRACO et de la voirie urbaine de Buja. Sachez qu'il y aura bientôt des panneaux de signalisation dans la capitale

-Nicole Kigoma

## La gratuité des soins de santé

- suite de la page 12

temps, redoubler d'ingéniosité et éviter les erreurs du passé en initiant au plus vite, des réformes sanitaires plus que positives. Outre leurs diverses compétences, le Deuxième Vice-Président de la République, a confié qu'il comptait sur leur sens du patriotisme qui exige de tout un chacun d'assumer ses

responsabilités.

Vous saurez que le Royaume Uni de la Belgique, le DFID, le Maroc et la Norvège, à travers le Fonds Fiduciaire du Programme d'Urgence, viennent de faire un don d'un équipement médical destiné aux structures de soins du Burundi. Ce don de matériel et d'équipement médical est d'une valeur de trois (3) millions de dollars américains. Ceci vient compléter l'équipement de base nécessaire requis pour le plateau technique dans les hôpitaux et centres de santé, conformément aux normes établies suivant la politique nationale en matière d'équipement médical. Il pourra soulager le personnel longtemps frustré de ne pas pouvoir donner le meilleur de lui-même ;

il concourra de manière substantielle à améliorer la santé des populations.

Soulignons que ledit don a été réceptionné officiellement par Son Excellence M. le Deuxième Vice-Président de la République en date du 17 avril 2008. A cette occasion, il a témoigné sa reconnaissance envers les pays donateurs ainsi qu'aux partenaires au Développement pour les efforts inlassables dans le soutien, l'appui continu au développement du système sanitaire au Burundi par les différentes coopérations fondées sur des valeurs de solidarité et de réciprocité au service de l'homme.

-Nicole Kigoma



SE le Deuxième Vice-Président de la République, M. Gabriel Ntisezerana (à droite) s'adressant aux cadres du Ministère de la Santé Publique lors de la réunion

Photo N. Kigoma

## Certaines Audiences accordées par SE le Deuxième Vice-Président de la République



**E**n date du 12 mars 2008, le Deuxième Vice-président de la République, Son Excellence Mr Gabriel Ntisezerana, a accordé une audience à une délégation de la *Mondial Capital Investment*, présidée par Mr Giuliano R. Verolini, Président du *Boneco International Project*, une branche de ce groupe qui opère en Afrique. Cette délégation était accompagnée par le Ministre burundais ayant le sport dans ses attributions, Mr Jean Jacques Nyenimigabo. Le Mondial Capital est un groupe des banques qui ont formé une banque de commerce et qui travaille directement avec les gouvernements des pays en voie de reconstruction. Avec l'approbation du gouvernement, le *Mondial Capital Investment* interviendrait dans plusieurs domaines comme l'éducation, l'agriculture, le sport, et bien d'autres vitaux à la population.

**C**e même jour, le Deuxième Vice-Président de la République, Son Excellence Mr Gabriel Ntisezerana, a aussi reçu en audience Mr.Thierry Pannoh, Directeur de la Région d'Afrique, Société Financière Internationale (SFI) à la Banque Mondiale. Cette haute autorité de la Banque Mondiale était accompagnée par le Représentant de la Banque Mondiale au Burundi, Mr Alassane SOW, ainsi que la Ministre de l'Economie, des Finances et de la Coopération au développement, Mme Clotilde Nizigama. L'objectif de cette audience était de discuter de l'état d'avancement du processus de désengagement de l'Etat dans certaines sociétés. Rappelons que le retrait de l'Etat lui serait bénéfique car elle lui évite de payer des subventions.



**L**e lendemain de la visite de Mr.Thierry Pannoh, chef de la Société Financière International, Région d'Afrique à la Banque Mondiale, Son Excellence le Deuxième Vice-Président de la République, M. Gabriel Ntisezerana a reçu en audience l'Ambassadeur Arild Oyen, envoyé spécial de la Norvège et des Pays Bas au Burundi. Il était accompagné du Premier Secrétaire d'Ambassade de Norvège à Nairobi mais qui est basée à Bujumbura. L'objet de la visite de l'Ambassadeur Oyen était de se rendre compte, auprès de Son Excellence le Deuxième Vice-Président de la République, de l'état d'avancement du décaissement des fonds promis par les bailleurs de fonds lors de la Table Ronde de Mai 2007. L'Ambassadeur Oyen s'est réjoui d'apprendre que le Gouvernement burundais avait satisfait à toutes les urgences que posaient les bailleurs pour débloquer l'argent.



**G**âce à la compétence du Gouvernement, les opérations chirurgicales de cataractes et de glaucome par le Rotary Club vont se poursuivre au Burundi. En date du 03 avril 2008, Son Excellence le Deuxième Vice-Président de la République a reçu en audience M. Rtn Dr Kishor K. Asnani, un médecin Indien spécialiste de la chirurgie des yeux et membres du *Rotary Club*. Ce dernier était venu informer les hautes autorités burundaises de la campagne d'opération chirurgicale de l'œil qui aura lieu du 2 au 11 avril à Bujumbura, pour 2000 personnes dont 100 enfants de 6 mois à 14 ans. Une lettre d'invitation a été écrite par la Deuxième Vice-présidence de la République et adressé au Dr Asnani, afin de faciliter le voyage de toute l'équipe médicale et des lourds bagages de matériel et de médicaments indispensables à la dite campagne.



## La Promotion de l'Agriculture: Le seul moyen de lutter contre la pauvreté au Burundi

La Deuxième Vice Présidence de la République est convaincue que investir dans le secteur de l'agriculture est le seul moyen de lutter contre la famine au Burundi comme plus de 90% de la population burundaise vit de l'agriculture. S'il y a absence d'une politique de promotion de cette activité en plus des techniques modernes d'agriculture et l'utilisation des semences sélectionnés, le Burundais ne se sortira jamais de la crise liée à la sécurité alimentaire.

Cette politique visant la promotion de l'agriculture était le point focal d'une réunion que Son Excellence Monsieur le Deuxième Vice-Président de la République a tenue avec les cadres et les responsables du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage en date du 14 mars 2008 dans les enceintes du Grand Séminaire Jean Paul II, à Gitega.

La Direction Générale de l'ISABU a soulevé les problèmes liés aux agriculteurs qui produisent seulement 40% de la récolte attendue des semences sélectionnés qui leur sont distribués, ce qui freine la vulgarisation de ces derniers. Le Deuxième Vice Président de la République les a tranquilisés en leur disant que le gouvernement considère la question d'augmentation de la production agricole comme la priorité des priorités.

La Direction Générale de la Mobilisation pour l'Auto-développement et la Vulgarisation Agricoles n'a pas manqué de souligner le manque de continuité dans le déblocage des fonds PPTE alloués aux différents projets.

Son Excellence Monsieur le Deuxième Vice-Président de la République a exhorté le Ministre de l'Agriculture et de l'Élevage et les Directeurs Généraux des projets de ce ministère d'éviter toute annulation des fonds, mais plutôt de veiller à ce que ces derniers soient utilisés en respectant les termes des contrats.

En outre, les Coordinateurs des projets et les Directeurs Généraux de ce ministère ont été invités à faire la synthèse des propositions de cette réunion pour que le gouvernement y travaille lors des négociations avec les partenaires du Burundi.

Le problème lié à la disponibilité des intrants agricoles, comme les engrais chimiques a été évoqué ainsi que la mise en place des usines de fabrication des engrais et la question des différentes formules des engrais selon la composition du sol où ils seront utilisés. La suggestion de la mise en place d'une usine de fabrication des engrais organiques pourrait contribuer énormément dans la complémentarité avec les engrais chimiques. Aussi, les importateurs étrangers pourraient-ils être permis d'importer ces engrais.

SE Monsieur le Deuxième Vice-Président de la République

a confié aux participants à la réunion que l'Etat a payé une somme de 600 Fbu par kilo d'engrais chimiques pour que l'agriculteur l'achète enfin à 900 ou 800 Fbu, un prix abordable au lieu de 1500 Fbu. Il a ajouté que le gouvernement est engagé pour voir comment trouver un fonds pour augmenter la quantité des engrais au Burundi et selon les variété de sols.

Le gouvernement a été aussi interpellé pour adopter la loi sur la législation semencière pour réglementer l'aspect semencier et la loi portant sur la sécurisation du commerce des intrants. Les centres semenciers, les centres vétérinaires et les autres infrastructures ont été rétrocedés par l'administration et c'est dans cette perspective qu'il a été demandé au gouvernement de protéger ces centres sans oublier leur réhabilitation pour enfin entrer en compétition avec les autres centres des pays de la sous région ou des communautés auxquelles le Burundi est membre.

Lors de cette descente au ministère de l'agriculture et de l'élevage, ministère qui encadre les activités qui rapportent 60 % des devises du pays, SE Monsieur le Deuxième Vice-Président de la République a promis d'approcher les bailleurs de fonds et les partenaires au développement au Burundi pour créer un fonds de crédit agricole à faible taux d'intérêt en faveur des ingénieurs agronomes qui se lancent dans l'agriculture par système de recyclage desdits fonds.

Sur la question de savoir pourquoi l'Etat a consacré seulement 2 % du budget pour l'exercice 2008, SE Monsieur le Deuxième Vice-Président de la République a fait remarquer qu'il y a une somme importante qui est injectée dans le secteur de l'agriculture et élevage à travers les projets de l'Etat et des ONGs et que le gouvernement, en collaboration avec les bailleurs, est en train de voir comment ces fonds peuvent être utilisés à la satisfaction des citoyens et enfin évaluer le volume qui y a été injecté.

*-Rénovat Nimbona*



## Activités lancées /Matériel Réceptionné par SE le Deuxième Vice-Président de la République

Le 27 mars 2008, à l'Institut National de la Santé Publique, Son excellence le Deuxième Vice-Président de la République a rehaussé de sa présence les activités d'inauguration du Centre Chine-Burundi pour la Prévention et la Lutte contre le Paludisme ainsi que la remise d'un don de médicaments contre le paludisme. Ce don précieux a été octroyé par la Gouvernement Chinois est d'une valeur de 230 millions de fbu. Ce centre inauguré est d'une importance capitale pour le pays, car il est doté d'un matériel performant qui permet l'analyse et la détection des agents pathogènes du paludisme. Il est important de signaler que le Burundi est le troisième pays de



l'Afrique à être doté d'un tel matériel. La population burundaise peut s'apprêter à dire adieu à cette maladie qui l'a tant marquée.

En date du 28 Mars 2008, dans la salle des réunions du Ministère des Finances, s'est tenue une réunion entre le Deuxième Vice-Président de la République, les Ministres sous tutelle de la Deuxième Vice-Présidence de la République, une délégation de la Banque Mondiale et un Représentant de la Banque Africaine de Développement. L'objectif de cette réunion était de discuter sur l'utilisation des fonds IDA qui seront accordés au Burundi pour les quatre prochaines années. Les fonds IDA qui ont été disponibilisés sont 36 milliards de dollars américains et la moitié sera allouée à l'Afrique.



En date du 11 avril, à l'Hotel NOVOTEL, SE Monsieur le Deuxième Vice-Président de la République a procédé au lancement officiel de la Campagne de

Communication sur les Reformes de la Filière Café au Burundi. L'objet de cette campagne était d'informer et de

sensibiliser tous les intervenants dans le secteur café, et le public en général sur la politique du gouvernement en matière de réforme de la filière café par la libéralisation et la privatisation. Le secteur café touche environ 800.000 familles, soit 2/3 de la population, et ce produit constitue la base des exportations du Burundi et par conséquent, la principale source de devises. Des exposés par les experts du Groupe OTF ont été faits pour montrer comment rentabiliser et développer ce secteur. Etaient présent à l'ouverture le ministre de l'Agriculture et de l'Elevage, Ing Ferdinand Nderagakura et les représentants des caféiculteurs.